

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 07292

Numéro SIREN : 819 260 993

Nom ou dénomination : 1838

Ce dépôt a été enregistré le 11/07/2022 sous le numéro de dépôt 91573

1838

Société par actions simplifiée au capital de 913.468,40 euros

Siège social : 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

819 260 993 RCS Paris

(la « **Société** »)

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 16 JUIN 2022**

Upperground SARL, représentée par Monsieur Sébastien Ledoux, agissant en sa qualité de représentant de la Société (le « **Président** »), a pris les décisions relatives à l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 73.043,30 euros par l'émission de 730.433 actions ordinaires au prix de souscription unitaire (prime d'émission incluse) de 1,15 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 839.997,95 euros ;
- Modification corrélative des statuts de la Société ; et
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président rappelle que par décision des associés en date du 16 juin 2022, il a été décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant nominal de 73.043,30 euros par l'émission de 730.433 actions ordinaires nouvelles (« **Actions** ») ; au prix de souscription unitaire, prime d'émission incluse, de 1,15 euros.

Compte tenu de ce qui précède, le Président adopte les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant de 73.043,30 euros par l'émission de 730.433 actions ordinaires au prix de souscription unitaire (prime d'émission incluse) de 1,15 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 839.997,95 euros

Le Président connaissance prise de la signature des bulletins de souscription aux 730.433 actions ordinaires nouvelles par les personnes et dans les proportions figurant en Annexe, constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 73.043,30 euros par émission de 730.433 actions ordinaires nouvelles.

DEUXIEME DECISION

Modification corrélative des statuts de la Société

Le Président, comme conséquence de ce qui précède, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société, désormais rédigé comme suit :

Un nouvel alinéa est ajouté à l'article 6 :

« Par une décision en date du 16 juin 2022, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions des associés en date du 16 juin 2022, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de soixante-treize mille quarante-trois euros et trente centimes (73.043,30 €) par émission de sept-cent trente mille quatre cent trente-trois (730.433) actions ordinaires nouvelles de dix centime (0,10 €) de nominal chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital de neuf cent treize mille quatre cent soixante-huit euros et quarante centimes (913.468,40 €) à neuf cent quatre-vingt-six mille cinq cent onze euros et soixante-dix centimes (986.511,70 €). »

L'article 7 est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à neuf cent quatre-vingt-six mille cinq cent onze euros et soixante-dix centimes (986.511,70 €).


Il est divisé en neuf million huit cent soixante-cinq mille cent dix-sept (9.865.117) actions de dix centimes d'euros (0,10 €) chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées. »

TROISIEME DECISION

Pouvoir

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie, ou d'un extrait, du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président.

DocuSigned by:

4F94D8FE3FCF485...

Upperground SARL,

Représentée par Monsieur Sébastien Ledoux

Président

1838

Société par actions simplifiée au capital de 913.468,40 euros
Siège social : 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris
819 260 993 RCS Paris
(la « Société »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ASSOCIES
EN DATE DU 16 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux, le seize juin à dix heures, les associés de la Société se sont réunis, en assemblée générale mixte (ci-après l'« **Assemblée** »), sur convocation du Président.

La séance est présidée par la société Upperground SARL, société à responsabilité limitée au capital de 740.000 euros, dont le siège social est 66, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 509 636 296, elle-même représentée par son gérant Monsieur Sébastien Ledoux.

Monsieur Jérémie Cordero est désigné en tant que secrétaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émarginée par chaque associé présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

Le Président constate, au vu de la feuille de présence et des associés présents ou représentés, que le quorum et la majorité sont atteints et que l'Assemblée peut donc valablement délibérer.

L'Assemblée, déclarant avoir été pleinement et utilement informée de l'ordre du jour et avoir reçu toutes les informations nécessaires à ce titre, décide d'approuver expressément les conditions dans lesquelles les présentes résolutions sont prises et de renoncer à se prévaloir, à quelque titre que ce soit, des dispositions des statuts dans ce cadre ou relatives au délai d'information.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence ;
- la copie des lettres de convocation adressées aux associés ;
- le rapport de gestion du Président et rapport spécial sur les conventions visées aux articles L.227-10 et suivants du Code de commerce ;
- les comptes annuels ;
- le procès-verbal des décisions du Président arrêtant les comptes annuels de la Société et proposant l'affectation du résultat ;
- les rapports du Commissaire aux comptes ad hoc ;
- le projet de nouveaux statuts de la Société ; et
- un exemplaire des statuts de la Société.

Puis il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- Lecture du rapport de gestion du Président sur l'exercice clos au 31 décembre 2021 ;
- Lecture du rapport spécial du Président sur les conventions règlementées ;
- [...]
- Autorisation de l'émission de nouveaux titres de la Société ;
- Augmentation de capital d'un montant nominal de 26.086,90 euros par l'émission de 260.869 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 273.912,45 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 299.999,35 euros ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé ;
- Augmentation de capital d'un montant nominal de 11.739,10 euros par l'émission de 117.391 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 123.260,55 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 134.999,65 euros ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé ;
- Augmentation de capital d'un montant nominal de 11.739,10 euros par l'émission de 117.391 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 123.260,55 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 134.999,65 euros ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé ;
- Augmentation de capital d'un montant nominal de 23.478,20 euros par l'émission de 234.782 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 246.521,10 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 269.999,30 euros ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé ;
- Délégation de compétence à conférer au Président à l'effet d'augmenter le capital d'un montant nominal maximal de 260.869,50 euros, en une ou plusieurs fois, par la création et l'émission d'un nombre total maximal de 2.608.695 actions ordinaires, au prix de souscription unitaire, prime d'émission incluse, de 1,15 euros, représentant un apport en numéraire d'un montant total de 2.999.999,25 d'euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de catégories de bénéficiaires ;
- Délégation à conférer au Président en vue de procéder à l'émission et à l'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 90.000 actions (« **BSPCE** ») ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés ;
- Délégation à conférer au Président en vue de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions (« **BSA** ») donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 700.000 actions ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société ou de partenaires privilégiés liés contractuellement à la Société ;
- Délégation à conférer au Président en vue de procéder, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital d'un montant nominal maximum de 10.000 euros réservée(s) aux salariés de la Société adhérents à

- un plan d'épargne d'entreprise et suppression du droit préférentiel de souscription des associés et attribution du droit de souscription aux actions ordinaires nouvelles à émettre aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise ;
- Pouvoirs pour formalités.

Le Président donne lecture de son rapport et ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

[...]

CINQUIEME RESOLUTION

Autorisation de l'émission de nouveaux titres de la Société

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) de l'article 6 du pacte d'associés de la société conclu le 7 juin 2016 (le « **Pacte** »),

autorise conformément aux dispositions de l'article 6.1 du Pacte précité,

les émissions de 730.434 actions nouvelles, au prix de souscription unitaire de 1,15 euro, prime d'émission incluse de 1,05 euro, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 839.997,95 euros dans les conditions des sixième à treizième résolutions ci-après,

et notamment avec suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce, au bénéfice des personnes suivantes :

1. à concurrence de 260.869 actions au profit de [...],
2. à concurrence de 117.391 actions au profit de [...],
3. à concurrence de 117.391 actions au profit de [...],
4. à concurrence de 234.782 actions au profit de [...],

autorise également conformément aux dispositions de l'article 6.1 du Pacte précité,

- la création et l'émission d'un nombre total maximal de 2.608.695 actions, au prix de souscription unitaire de 1,15 euro, prime d'émission incluse de 1,05 euro, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 2.999.999,25 euros, dont la souscription serait réservée à une ou plusieurs catégorie(s) de personnes, dans le cadre des délégations qui seraient consenties par la présente Assemblée au titre des quatorzième et quinzième résolutions,
- les émissions et attributions de bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprise donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 90.000 actions dans le cadre des délégations qui seraient consenties par la présente Assemblée au titre des seizième à dix-septième résolutions,
- les émissions de bons de souscriptions d'actions donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 700.000 actions dans le cadre des délégations qui seraient consenties par la présente Assemblée au titre des dix-huitième à dix-neuvième résolutions, et

- une ou plusieurs augmentations de capital d'un montant nominal maximum de 10.000 euros réservée(s) aux salariés de la Société adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, dans le cadre des délégations qui seraient consenties par la présente Assemblée au titre de la vingtième résolution.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

SIXIEME RESOLUTION

Augmentation de capital d'un montant nominal de 26.086,90 euros par l'émission de 260.869 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 273.912,45 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 299.999,35 euros

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la septième résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 26.086,90 euros par la création et l'émission de 260.869 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune,

décide que le prix de souscription de chaque action est de 1,15 euros (dont 0,10 euro de valeur nominale et 1,05 euros de prime d'émission), représentant un apport en numéraire d'un montant total de 299.999,35 euros.

Les souscriptions aux actions seront reçues au siège social sous réserve de la remise d'un bulletin de souscription. Elles devront être libérées intégralement lors de la souscription par versements en numéraire (y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société).

Le montant de la prime d'émission, à savoir 273.912,45 euros, sera inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

Les versements en numéraire correspondant à la souscription des actions devront être effectués, lors de leur souscription, par virement auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, sur un compte spécialement ouvert dans les livres de la banque et dont les références sont les suivantes : IBAN : FR76 1870 6000 0097 5525 7075 170.

Les souscriptions et versements seront reçus à l'issue de la présente Assemblée jusqu'au 30 juin 2022 inclus. La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites. Le Président pourra, le cas échéant, proroger la période de souscription.

Les actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits qui y sont attachés. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour de l'exercice en cours au jour de leur émission.

Les actions seront créées exclusivement sous la forme nominative.

L'Assemblée, en conséquence de ce qui précède, autorise le Président et lui donne tous pouvoirs à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente résolution ;
- recueillir les souscriptions aux actions, les versements y afférents, et en effectuer, le cas échéant, le dépôt auprès du compte bancaire spécial ouvert au nom de la Société ;
- si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital ;
- constater toute libération par compensation de créances correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société ;
- clôturer par anticipation le délai de souscription si les souscriptions absorbent la totalité de l'émission ainsi que faire le nécessaire en cas d'exercice anticipé des actions ordinaires ;
- proroger, s'il y a lieu, la période de souscription ;
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital prévues aux termes de la présente résolution ;
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile aux émissions ci-avant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

SEPTIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

décide, sous condition suspensive de l'adoption de la sixième résolution ci-avant, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de la totalité des 260.869 actions nouvelles pour un prix de souscription de 299.999,35 euros (prime d'émission incluse) dont l'émission a été décidée aux termes de la sixième résolution, au bénéfice de [...].

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée, étant précisé que [...], associés intéressés par la décision, ne prennent pas part au vote sur cette résolution.

HUITIEME RESOLUTION

Augmentation de capital d'un montant nominal de 11.739,10 euros par l'émission de 117.391 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 123.260,55 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 134.999,65 euros

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la neuvième résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 11.739,10 euros par la création et l'émission de 117.391 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune,

décide que le prix de souscription de chaque action est de 1,15 euros (dont 0,10 euro de valeur nominale et 1,05 euros de prime d'émission), représentant un apport en numéraire d'un montant de 134.999,65 euros.

Les souscriptions aux actions seront reçues au siège social sous réserve de la remise d'un bulletin de souscription. Elles devront être libérées intégralement lors de la souscription par versements en numéraire (y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société).

Le montant de la prime d'émission, à savoir 123.260,55 euros, sera inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

Les versements en numéraire correspondant à la souscription des actions devront être effectués, lors de leur souscription, par virement auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, sur un compte spécialement ouvert dans les livres de la banque et dont les références sont les suivantes : IBAN : FR76 1870 6000 0097 5525 7075 170.

Les souscriptions et versements seront reçus à l'issue de la présente Assemblée jusqu'au 30 juin 2022 inclus. La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites. Le Président pourra, le cas échéant, proroger la période de souscription.

Les actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits qui y sont attachés. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour de l'exercice en cours au jour de leur émission.

Les actions seront créées exclusivement sous la forme nominative.

L'Assemblée, en conséquence de ce qui précède, autorise le Président et lui donne tous pouvoirs à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente résolution ;
- recueillir les souscriptions aux actions, les versements y afférents, et en effectuer, le cas échéant, le dépôt auprès du compte bancaire spécial ouvert au nom de la Société ;
- si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital ;
- constater toute libération par compensation de créances correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société ;
- clôturer par anticipation le délai de souscription si les souscriptions absorbent la totalité de l'émission ainsi que faire le nécessaire en cas d'exercice anticipé des actions ordinaires ;
- proroger, s'il y a lieu, la période de souscription ;
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital prévues aux termes de la présente résolution ;
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile aux émissions ci-avant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

NEUVIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

décide, sous condition suspensive de l'adoption de la huitième résolution ci-avant, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de la totalité des 117.391 actions nouvelles pour un prix de souscription de 134.999,65 euros (prime d'émission incluse) dont l'émission a été décidée aux termes de la huitième résolution, au bénéfice de [...].

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée étant précisé que [...], associé intéressé par la décision, ne prend pas part au vote sur cette résolution.

DIXIEME RESOLUTION

Augmentation de capital d'un montant nominal de 11.739,10 euros par l'émission de 117.391 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 123.260,55 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 134.999,65 euros

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la onzième résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 11.739,10 euros par la création et l'émission de 117.391 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune,

décide que le prix de souscription de chaque action est de 1,15 euros (dont 0,10 euro de valeur nominale et 1,15 euros de prime d'émission), représentant un apport en numéraire d'un montant total de 134.999,65 euros.

Les souscriptions aux actions seront reçues au siège social sous réserve de la remise d'un bulletin de souscription. Elles devront être libérées intégralement lors de la souscription par versements en numéraire (y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société).

Le montant de la prime d'émission, à savoir 123.260,55 euros, sera inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

Les versements en numéraire correspondant à la souscription des actions devront être effectués, lors de leur souscription, par virement auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, sur un compte spécialement ouvert dans les livres de la banque et dont les références sont les suivantes : IBAN : FR76 1870 6000 0097 5525 7075 170.

Les souscriptions et versements seront reçus à l'issue de la présente Assemblée jusqu'au 30 juin 2022 inclus. La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites. Le Président pourra, le cas échéant, proroger la période de souscription.

Les actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits qui y sont attachés. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour de l'exercice en cours au jour de leur émission.

Les actions seront créées exclusivement sous la forme nominative.

L'Assemblée, en conséquence de ce qui précède, autorise le Président et lui donne tous pouvoirs à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente résolution ;
- recueillir les souscriptions aux actions, les versements y afférents, et en effectuer, le cas échéant, le dépôt auprès du compte bancaire spécial ouvert au nom de la Société ;
- si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de de l'augmentation de capital ;
- constater toute libération par compensation de créances correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société ;
- clôturer par anticipation le délai de souscription si les souscriptions absorbent la totalité de l'émission ainsi que faire le nécessaire en cas d'exercice anticipé des actions ordinaires ;
- proroger, s'il y a lieu, la période de souscription ;
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital prévues aux termes de la présente résolution ;
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;

- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile aux émissions ci-avant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

ONZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

décide, sous condition suspensive de l'adoption de la dixième résolution ci-avant, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de la totalité des 117.391 actions nouvelles pour un prix de souscription de 134.999,65 euros (prime d'émission incluse) dont l'émission a été décidée aux termes de la dixième résolution, au bénéfice de [...].

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée étant précisé que [...], associée intéressée par la décision, ne prend pas part au vote sur cette résolution.

DOUZIEME RESOLUTION

Augmentation de capital d'un montant nominal de 23.478,20 euros par l'émission de 234.782 actions ordinaires nouvelles, assortie d'une prime d'émission de 246.521,10 euros, représentant un apport en fonds propres d'un montant total de 269.999,30 euros

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la treizième résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés, d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 23.478,20 euros par la création et l'émission de 234.782 actions nouvelles de 0,10 euro de valeur nominale chacune,

décide que le prix de souscription de chaque action est de 1,15 euros (dont 0,10 euro de valeur nominale et 1,05 euros de prime d'émission), représentant un apport en numéraire d'un montant total de 269.999,30 euros.

Les souscriptions aux actions seront reçues au siège social sous réserve de la remise d'un bulletin de souscription. Elles devront être libérées intégralement lors de la souscription par versements en numéraire (y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société).

Le montant de la prime d'émission, à savoir 246.521,10 euros, sera inscrit au compte spécial de réserves « prime d'émission », sur lequel porteront les droits de tous les associés dans les conditions

prévues par la loi et les statuts, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés étant précisé que le Président pourra décider d'imputer le cas échéant les frais d'émission et d'augmentation de capital sur le montant de la prime afférente à cette émission.

Les versements en numéraire correspondant à la souscription des actions devront être effectués, lors de leur souscription, par virement auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, sur un compte spécialement ouvert dans les livres de la banque et dont les références sont les suivantes : IBAN : FR76 1870 6000 0097 5525 7075 170.

Les souscriptions et versements seront reçus à l'issue de la présente Assemblée jusqu'au 30 juin 2022 inclus. La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions nouvelles à émettre auront été souscrites. Le Président pourra, le cas échéant, proroger la période de souscription.

Les actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits qui y sont attachés. Elles porteront jouissance à compter de leur date d'émission avec, s'agissant du coupon de l'exercice en cours, droit aux dividendes à compter du premier jour de l'exercice en cours au jour de leur émission.

Les actions seront créées exclusivement sous la forme nominative.

L'Assemblée, en conséquence de ce qui précède, autorise le Président et lui donne tous pouvoirs à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente résolution ;
- recueillir les souscriptions aux actions, les versements y afférents, et en effectuer, le cas échéant, le dépôt auprès du compte bancaire spécial ouvert au nom de la Société ;
- si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de de l'augmentation de capital ;
- constater toute libération par compensation de créances correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société ;
- clôturer par anticipation le délai de souscription si les souscriptions absorbent la totalité de l'émission ainsi que faire le nécessaire en cas d'exercice anticipé des actions ordinaires ;
- proroger, s'il y a lieu, la période de souscription ;
- constater la réalisation définitive des augmentations de capital prévues aux termes de la présente résolution ;
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile aux émissions ci-avant.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

TREIZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit d'un bénéficiaire dénommé

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

décide, sous condition suspensive de l'adoption de la douzième résolution ci-avant, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription de la totalité des 234.782 actions nouvelles pour un prix de souscription de 269.999,30 euros (prime d'émission incluse) dont l'émission a été décidée aux termes de la douzième résolution, au bénéfice de [...].

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée étant précisé que [...], associée intéressée par la décision, ne prend pas part au vote sur cette résolution.

QUATORZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à conférer au Président à l'effet d'augmenter le capital d'un montant nominal maximal de 260.869,50 euros, en une ou plusieurs fois, par la création et l'émission d'un nombre total maximal de 2.608.695 actions ordinaires, au prix de souscription unitaire, prime d'émission incluse, de 1,15 euros, représentant un apport en numéraire d'un montant total de 2.999.999,25 d'euros, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital est entièrement libéré,

décide, sous réserve de l'adoption de la quinzième résolution ci-après relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des associés :

1. de déléguer au Président sa compétence pour procéder à l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par voie d'émission d'actions ordinaires nouvelles, dont les caractéristiques seront identiques à celles prévues aux résolutions précédentes et dont la souscription devra être opérée en numéraire (y compris par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société correspondant à des versements en numéraire effectués au bénéfice de la Société).
2. de fixer le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme par le Président en vertu de la présente délégation à 260.869,50 euros ;
3. conformément à l'article L. 225-138 II du Code de commerce, que les actions ordinaires nouvelles seront émises au prix de 1,15 euro par action, comprenant 0,10 euro de valeur nominale et 1,05 euro de prime d'émission ;
4. que le Président disposera, dans les limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et, notamment, à l'effet de :
 - fixer, dans les limites de la présente délégation, les modalités et conditions de la ou des émission(s), arrêter les conditions de souscription aux actions nouvelles à émettre, les modalités de la libération et la date de jouissance des actions à émettre ;

- arrêter la liste du ou des bénéficiaire(s) de la suppression du droit préférentiel de souscription au sein des catégories définies par la quinzième résolution ainsi que le nombre d’actions allouées à chacun d’entre eux ;
 - si les souscriptions n’ont pas absorbé la totalité de la ou des augmentation(s) de capital, utiliser, dans l’ordre qu’il jugera bon, les facultés prévues par la loi et, notamment, répartir les titres non souscrits entre les personnes associées ou tiers de son choix et, le cas échéant, limiter le montant de la ou des augmentation(s) de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de la ou des augmentation(s) de capital ;
 - si le montant des actions non souscrites représente moins de 3 % de la ou des augmentation(s) de capital, limiter cette ou ces augmentation(s) de capital au montant des souscriptions recueillies ;
 - le cas échéant, augmenter le nombre d’actions à émettre dans les conditions de l’article L. 225-135-1 du Code de commerce, si le Président constate une demande excédentaire ;
 - constater la réalisation définitive de l’augmentation du capital social, procéder à la modification corrélative des statuts et accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées à la ou aux augmentation(s) du capital social réalisée(s) en application de la présente délégation ;
 - imputer sur le poste « primes d’émission », à sa seule initiative, le montant des frais relatifs à cette ou ces augmentation(s) de capital et y prélever, s’il le juge opportun, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission ; et
 - d’une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à la présente émission ;
5. de prendre acte que le Président, lorsqu’il fera usage de la présente délégation, établira un rapport complémentaire à la prochaine assemblée générale ordinaire décrivant les conditions définitives de l’opération ;
6. que la présente délégation est valable à compter de la date des présentes et jusqu’au 30 juin 2023. Elle se substitue, le cas échéant, à toute délégation antérieure ayant le même objet en la privant d’effet pour la partie non utilisée à ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l’unanimité par l’Assemblée.

QUINZIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de catégories de bénéficiaires

L’Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l’émission d’actions avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu aux articles L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce,

décide, sous condition suspensive de l’adoption de la quatorzième résolution ci-avant, et conformément à l’article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés et de réserver la souscription des actions ordinaires nouvelles qui

seront émises dans le cadre de la délégation de compétence conférée au Président en vertu de la quatorzième résolution au profit des catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :

- toute personne physique ou morale qui souhaite investir dans le capital de la Société afin de financer son développement pour un montant individuel minimum de 50.000 euros ; et
- tout associé de la Société qui souhaite faire un investissement complémentaire sans montant individuel minimum.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

SEIZIEME RESOLUTION

Délégation à conférer au Président en vue de procéder à l'émission et à l'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 90.000 actions

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré et que les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts sont remplies par la Société,

décide de déléguer au Président toutes compétences à l'effet de décider et procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de BSPCE donnant droit de souscrire un maximum de 90.000 actions, au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés et d'en déléguer l'attribution au Président de la Société,

étant précisé que la somme (i) des BSPCE qui pourront être attribués par le Président aux termes de la présente résolution, et (ii) des BSA qui pourront être attribués par le Président aux termes de la dix-huitième résolution, ne pourra excéder 790.000, de telle sorte que la faculté pour le Président d'attribuer des BSPCE au titre de la présente résolution ne pourra être utilisée que dans cette limite globale fixée pour l'ensemble des BSA et BSPCE,

décide que la présente délégation, qui annule et remplace toute délégation encore en vigueur en vue de l'émission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, prendra fin à la plus prochaine des dates suivantes : (i) dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée ou (ii) la date à laquelle les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code général des impôts cesseraient d'être satisfaites,

décide en outre que les principales caractéristiques de ces BSPCE seront les suivantes :

Prix de souscription des BSPCE

Ces BSPCE seront émis gratuitement.

Incessibilité des BSPCE

Chaque BSPCE sera incessible.

Prix d'exercice des BSPCE

Chaque BSPCE permettra la souscription, aux conditions ci-après définies, d'une action d'une valeur nominale de 0,10 euro, à un prix de souscription par action qui sera au moins égal au plus élevé entre (i) le prix d'émission de titres fixé par la Société lors d'une augmentation de capital réalisée dans les six (6) mois précédant l'attribution et (ii) 1,15 euros conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code général des impôts.

Nature des actions souscrites au résultat de l'exercice des BSPCE

Les actions souscrites par le titulaire de BSPCE seront des actions ordinaires.

Nombre d'actions souscrites au résultat de l'exercice des BSPCE

Chaque BSPCE donnera le droit à son titulaire de souscrire 1 action de la Société, sous réserve des ajustements légaux en cas de réalisation par la Société de certaines opérations portant sur son capital.

En conséquence, l'Assemblée décide d'autoriser une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 9.000 euros, correspondant à l'émission de 90.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 0,10 euro, qui résultera de l'exercice de la totalité des BSPCE.

Modalités d'exercice des BSPCE

L'exercice des BSPCE se réalisera par (i) la remise à la Société d'un bulletin de souscription dûment signé par le bénéficiaire, (ii) le paiement intégral par celui-ci du prix de souscription des actions dont l'émission résultera de l'exercice des BSPCE et (iii) l'adhésion de leurs Titulaires au pacte d'associés en vigueur au sein de la Société.

L'Assemblée :

décide de déléguer au Président le soin de fixer, pour chaque bénéficiaire, les conditions d'exercice des BSPCE, notamment s'il y a lieu le calendrier d'exercice des BSPCE, étant précisé que ceux-ci devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans de leur émission et que les BSPCE qui n'auraient pas été exercés à l'expiration de cette période de dix (10) années seraient caducs de plein droit,

précise que, pour qu'un BSPCE soit valablement exercé, la demande d'attribution des actions auxquelles il donne droit (constituée par un bulletin de souscription) devra être adressée par courrier recommandé avec avis de réception ou lettre remise en main propre et parvenue à la Société au plus tard à la date d'expiration dudit BSPCE à minuit.

Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné.

Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription.

précise, en tant que de besoin, que chaque BSPCE ne pourra être exercé qu'une seule fois.

Souscription et libération des actions émises au résultat de l'exercice des BSPCE

Les actions nouvelles ordinaires émises au résultat de l'exercice des BSPCE devront être intégralement libérées lors de leur souscription, en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Droits et obligations attachés aux actions émises au résultat de l'exercice de BSPCE

Les actions nouvelles ordinaires émises au résultat de l'exercice des BSPCE seront, dès leur création, entièrement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires applicables aux actions existantes de même catégorie. Elles porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice au cours duquel elles seront souscrites.

Protection des titulaires des BSPCE

En application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction du capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSPCE quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSPCE seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSPCE ;
- en cas de réduction du capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSPCE donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale ;

L'Assemblée :

décide en outre que :

- en cas de réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSPCE donnent droit sera réduit à due concurrence ;
- en cas de réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSPCE, s'ils exercent leurs BSPCE, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions ;

autorise la Société à modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'à amortir son capital et émettre des actions de préférence ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du Code de commerce,

autorise la Société à imposer aux titulaires des BSPCE le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

décide, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, que l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin

était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, ventes d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du Président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction du chiffre d'affaires réel et/ou prévisionnel de la Société ou de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président (et qui sera validé par le Commissaire aux comptes de la Société),

décide qu'en application des dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du Code de commerce, la présente décision emporte au profit du titulaire des BSPCE au jour de leur exercice renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des actions auxquels les BSPCE donnent droit,

décide de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- fixer les conditions d'exercice des BSPCE non prévues par la présente résolution, ces conditions pouvant être différentes selon les bénéficiaires des BSPCE,
- émettre et attribuer les BSPCE,
- déterminer au jour de leur attribution le prix de souscription des actions nouvelles conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts,
- déterminer librement les salariés ou dirigeants soumis au régime fiscal des salariés bénéficiaires desdits BSPCE,
- déterminer la répartition des BSPCE entre chacun d'eux,
- notifier l'attribution des BSPCE à chaque bénéficiaire,
- recueillir les souscriptions aux actions dont l'émission résultera de l'exercice des BSPCE ainsi que les versements permettant la libération desdites souscriptions,
- prendre toutes dispositions pour assurer la protection des titulaires des BSPCE, en cas d'opérations financières concernant la Société et ce, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- constater la réalisation des augmentations de capital en résultant,
- modifier les statuts de la Société en conséquence,
- procéder à toutes les formalités en résultant, et
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital social résultant de l'exercice des BSPCE sur le montant des primes afférentes à ces augmentations.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

en conséquence de l'adoption de la seizième résolution ci-dessus,

décide, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G du Code Général des Impôts et des articles L. 228-92 et L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux BSPCE dont l'attribution a été autorisé aux termes de l'adoption de la seizième résolution qui précède, en faveur de la catégorie de bénéficiaires suivante : salariés et/ou dirigeants sociaux de la Société soumis au régime fiscal des salariés, en fonction à la date d'attribution des BSPCE.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

DIX-HUITIEME RESOLUTION

Délégation à conférer au Président en vue de procéder à l'émission de bons de souscription d'actions (« BSA ») donnant droit à la souscription d'un nombre maximum de 700.000 actions

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes ad hoc sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

et après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

décide de déléguer au Président toutes compétences à l'effet de décider et procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de bons de souscriptions d'actions (les « BSA ») donnant droit de souscrire un maximum de 700.000 actions, au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société ou de partenaires privilégiés liés contractuellement à la Société,

étant précisé que la somme (i) des BSA qui pourront être attribués par le Président aux termes de la présente résolution, et (ii) des BSPCE qui pourront être attribués par le Président aux termes de la seizième résolution, ne pourra excéder 790.000, de telle sorte que la faculté pour le Président d'attribuer des BSA au titre de la présente résolution ne pourra être utilisée que dans cette limite globale fixée pour l'ensemble des BSA et BSPCE,

décide que la présente délégation, qui annule et remplace toute délégation encore en vigueur en vue de l'émission de bons de souscription d'actions, dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée,

décide en outre que les principales caractéristiques de ces BSA seront les suivantes :

Prix de souscription des BSA

Ces BSA seront émis au prix de 1,15 euros.

Incessibilité des BSA

Chaque BSA sera incessible.

Prix d'exercice des BSA

Chaque BSA permettra la souscription, aux conditions ci-après définies, d'une action d'une valeur nominale de 0,10 euro, à un prix de souscription par action qui sera au moins égal au plus élevé entre (i) le prix d'émission de titres fixé par la Société lors d'une augmentation de capital réalisée dans les six (6) mois précédant la souscription et (ii) le prix d'émission de titres fixé par la Société pour les augmentations de capital prévues aux termes des résolutions de la présente Assemblée, arrêté par le Président au jour de la souscription des BSA.

Nature des actions souscrites au résultat de l'exercice des BSA

Les actions souscrites par le titulaire de BSA seront des actions ordinaires.

Nombre d'actions souscrites au résultat de l'exercice des BSA

Chaque BSA donnera le droit à son titulaire de souscrire 1 action de la Société, sous réserve des ajustements légaux en cas de réalisation par la Société de certaines opérations portant sur son capital.

En conséquence, l'Assemblée décide d'autoriser une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 70.000 euros, correspondant à l'émission de 700.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 0,10 euro, qui résultera de l'exercice de la totalité des BSA.

Modalités d'exercice des BSA

L'exercice des BSA se réalisera par (i) la remise à la Société d'un bulletin de souscription dûment signé par le bénéficiaire, (ii) le paiement intégral par celui-ci du prix de souscription des actions dont l'émission résultera de l'exercice des BSA et (iii) l'adhésion de leurs Titulaires au pacte d'associés en vigueur au sein de la Société.

L'Assemblée :

décide de déléguer au Président le soin de fixer, pour chaque bénéficiaire, les conditions d'exercice des BSA, notamment s'il y a lieu le calendrier d'exercice des BSA, étant précisé que ceux-ci devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans de leur émission et que les BSA qui n'auraient pas été exercés à l'expiration de cette période de dix (10) années seraient caducs de plein droit,

précise que, pour qu'un BSA soit valablement exercé, la demande d'attribution des actions auxquelles il donne droit (constituée par un bulletin de souscription) devra être adressée par courrier recommandé avec avis de réception ou lettre remise en main propre et parvenue à la Société au plus tard à la date d'expiration dudit BSA à minuit.

Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné.

Lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription.

précise, en tant que de besoin, que chaque BSA ne pourra être exercé qu'une seule fois.

Souscription et libération des actions émises au résultat de l'exercice des BSA

Les actions nouvelles ordinaires émises au résultat de l'exercice des BSA devront être intégralement libérées lors de leur souscription, en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Droits et obligations attachés aux actions émises au résultat de l'exercice de BSA

Les actions nouvelles ordinaires émises au résultat de l'exercice des BSA seront, dès leur création, entièrement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires applicables aux actions existantes de même catégorie. Elles porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice au cours duquel elles seront souscrites.

Protection des titulaires des BSA

En application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- en cas de réduction du capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des BSA quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des BSA seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des BSA ;
- en cas de réduction du capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale ;

L'Assemblée :

décide en outre que :

- en cas de réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les BSA donnent droit sera réduit à due concurrence ;
- en cas de réduction du capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des BSA, s'ils exercent leurs BSA, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions ;

autorise la Société à modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'à amortir son capital et émettre des actions de préférence ainsi qu'il est prévu par l'article L. 228-98 du Code de commerce,

autorise la Société à imposer aux titulaires des BSA le rachat ou le remboursement de leurs droits ainsi qu'il est prévu à l'article L. 228-102 du Code de commerce,

décide, pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, que l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le Président en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, ventes d'actions, etc.) au cours des six (6) mois précédant la décision du Président ou, à défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, en fonction du chiffre d'affaires réel et/ou prévisionnel de la Société ou de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au Président (et qui sera validé par le Commissaire aux comptes *ad hoc*),

décide qu'en application des dispositions des articles L. 228-91 et L. 225-132 du Code de commerce, la présente décision emporte au profit du titulaire des BSA au jour de leur exercice renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription des actions auxquels les BSA donnent droit,

décide de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- fixer les conditions d'exercice des BSA non prévues par la présente résolution, ces conditions pouvant être différentes selon les bénéficiaires des BSA,
- émettre et attribuer les BSA,
- déterminer au jour de leur émission le prix de souscription des actions nouvelles,
- déterminer librement les salariés ou dirigeants bénéficiaires desdits BSA,
- recueillir les souscriptions aux actions dont l'émission résultera de l'exercice des BSA ainsi que les versements permettant la libération desdites souscriptions,
- prendre toutes dispositions pour assurer la protection des titulaires des BSA, en cas d'opérations financières concernant la Société et ce, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- constater la réalisation des augmentations de capital en résultant,
- modifier les statuts de la Société en conséquence,
- procéder à toutes les formalités en résultant, et
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital social résultant de l'exercice des BSA sur le montant des primes afférentes à ces augmentations.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit des salariés et/ou dirigeants de la Société ou de partenaires privilégiés liés contractuellement à la Société

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

en conséquence de l'adoption de la dix-huitième résolution ci-dessus,

décide, conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et L. 225-135 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux BSA dont l'émission a été autorisé aux termes de l'adoption de la dix-huitième résolution qui précède, en faveur de la catégorie de bénéficiaires suivante : salariés et/ou dirigeants sociaux de la Société, en fonction à la date d'attribution des BSA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

VINGTIEME RESOLUTION

Délégation à conférer au Président en vue de procéder, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital d'un montant nominal maximum de 10.000 euros réservée(s) aux salariés de la Société adhérents à un plan d'épargne d'entreprise et suppression du droit préférentiel de souscription des associés et attribution du droit de souscription aux actions ordinaires nouvelles à émettre aux salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise

L'Assemblée, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes *ad hoc* sur l'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription,

en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail,

délègue au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social d'un montant nominal maximum de 10.000 euros, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions ordinaires, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement et d'entreprise,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription attribué aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription desdites actions aux adhérents à un plan d'épargne tel que prévu aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, qui serait ouvert aux salariés de la Société.

délègue également au Président tous pouvoirs à l'effet de :

- déterminer le prix de souscription des actions nouvelles conformément aux articles L. 3332-20 et suivants du Code du travail ;
- fixer l'ancienneté des salariés de la Société exigée pour participer à l'opération envisagée ;
- constater les souscriptions et la réalisation des augmentations de capital résultant de la souscription et de la libération des actions émises ;
- apporter aux statuts les modifications corrélatives ;

fixe à dix-huit (18) mois à compter de ce jour, la durée de validité de la présente délégation.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité par l'Assemblée.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée confère tous pouvoirs au porteur d'une copie, ou d'un extrait, du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée.

Extrait certifié conforme par le Président

DocuSigned by:
Sébastien LEDOUX
4F94D8FE3FCF485...

Upperground SARL

représentée par Sébastien Ledoux

Président

1838

Société par actions simplifiée
au capital de 986.511,70 euros
Siège social : 91, Rue du Fbg St Honoré, 75008 Paris
819 260 993 R.C.S. PARIS

STATUTS

STATUTS A JOUR DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 16 JUIN 2022

CERTIFIE CONFORME LE 16 JUIN 2022

DocuSigned by:
Sébastien LEDOUX
4F94D8FE3FCF485...

**UPPERGROUND SARL
PRESIDENT
représentée par Monsieur Sébastien Ledoux**

ARTICLE 1 - FORME

La Société a la forme d'une société par actions simplifiée, régie par les dispositions du Code de commerce et les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la fabrication, la vente et la diffusion d'articles de voyage, de sellerie, de maroquinerie, d'équipements et accessoires de toute nature ; de vêtement de sport et de prêt à porter ; de parfums et cosmétiques ; de bijoux ; d'équipements pour la maison et le bureau ; de produit textile de toute nature ;
- la gestion d'un patrimoine de valeurs mobilières,
- toutes prestations de services en matière administrative, financière, et plus généralement de conseil se rapportant aux filiales,

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale de la Société est : 1838.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits

lisiblement "Société par actions simplifiée " ou des initiales "SAS" et de l'indication du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **91 rue du Fbg St Honoré, 75008 Paris.**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 1 000,00 euros en numéraire.

La Société UPPERGROUND apporte à la Société, la somme de « mille » euros (1000 euros).

Soit au total 1000 euros.

Cette somme de 1000 euros a été intégralement versée dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Société Générale de Paris Champs Elysées.

Par une décision en date du 7 juin 2016, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 7 juin 2016, constaté

la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (99,7 €) par émission neuf cent quatre-vingt-dix-sept (997) ABSA nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de mille euros (1.000 €) à mille quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (1.099,70 €).

Par une décision en date du 21 juin 2016, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 7 juin 2016, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de onze euros et cinquante centimes (11,50 €) par émission de cent quinze (115) ABSA nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de mille quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-dix centimes (1.099,70 €) à mille cent onze euros et vingt centimes (1.111,20 €).

Aux termes de l'exercice de 720 BSA dont la réalisation a été constatée le 4 juillet 2017, le capital a été augmenté d'une somme de soixante-douze euros (72,00 €).

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 11 juillet 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de 770.375,10 € par prélèvement sur le compte « Prime d'émission ».

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quatorze mille neuf cent vingt-cinq euros et trente centimes (14.925,30 €) par émission de cent quarante-neuf mille deux cent cinquante-trois (149.253) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent soixante-et-onze mille cinq cent cinquante-huit euros et trente centimes (771.558,30 €) à sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de trois mille sept cent trente-et-un euros et trente centimes (3.731,30 €) par émission de trente-sept mille trois cent treize (37.313) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €) à sept cent quatre-vingt-dix mille deux cent quatorze euros et quatre-vingt-dix centimes (790.214,90 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quatre mille six cent vingt-six euros et quatre-vingt centimes (4.626,80 €) par émission de quarante-six mille deux cent soixante-huit (46.268) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la

souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-trois euros et soixante centimes (786.483,60 €) à sept cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-et-un euros et soixante-dix centimes (794.841,70 €).

Par une décision en date du 31 juillet 2017, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 11 juillet 2017, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de trois mille sept cent trente-et-un euros et trente centimes (3.731,30 €) par émission de trente-sept mille trois cent treize (37.313) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de sept cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent quarante-et-un euros et soixante-dix centimes (794.841,70 €) à sept cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cent soixante-treize euros (798.573 €).

Aux termes de l'exercice de 243 BSA dont la réalisation a été constatée le 19 octobre 2018, le capital a été augmenté d'une somme de quinze mille huit cent quarante-cinq euros et soixante-dix centimes (15.845,70 €).

Par une décision en date du 21 décembre 2018, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de vingt-cinq mille neuf cent soixante-quatre euros et cinquante centimes (25.964,50 €) par émission de deux cent cinquante-neuf mille six cent quarante-cinq (259.645) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent quatorze mille quatre cent dix-huit euros et soixante-dix centimes (814.418,70 €) à huit cent quarante mille trois cent quatre-vingt-trois euros et vingt centimes (840.383,20 €).

Par une décision en date du 21 décembre 2018, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de six mille cinq cent cinquante-sept euros (6.557 €) par émission de soixante-cinq mille cinq cent soixante-dix (65.570) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent quarante mille trois cent quatre-vingt-trois euros et vingt centimes (840.383,20 €) à huit cent quarante-six mille neuf cent quarante euros et vingt centimes (846.940,20 €).

Par une décision en date du 21 décembre 2018, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de six mille cinq cent cinquante-sept euros (6.557 €) par émission de soixante-cinq mille cinq cent soixante-dix (65.570) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent quarante-six mille neuf cent quarante euros et vingt centimes (846.940,20 €) à huit cent cinquante-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros et vingt centimes (853.497,20 €).

Par une décision en date du 21 décembre 2018, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quatre mille trois cent vingt-sept euros et quarante centimes (4.327,40 €) par émission de quarante-trois mille deux cent soixante-quatorze (43.274) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent cinquante-trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept euros et vingt centimes (853.497,20 €) à huit cent cinquante-sept mille huit cent vingt-quatre euros et soixante centimes (857.824,60 €).

Par une décision en date du 21 décembre 2018, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de mille sept cent trente euros et quatre-vingt-dix centimes (1.730,90 €) par émission de dix-sept mille trois cent neuf (17.309) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent cinquante-sept mille huit cent vingt-quatre euros et soixante centimes (857.824,60 €) à huit cent cinquante-neuf mille cinq cent cinquante-cinq euros et cinquante centimes (859.555,50 €).

Par une décision en date du 10 juillet 2019, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de quarante-trois mille quatre cent soixante-dix-huit euros et vingt centimes (43.478,20 €) par émission de quatre cent trente-quatre mille sept cent quatre-vingt-deux (434.782) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de huit cent cinquante-neuf mille cinq cent cinquante-cinq euros et cinquante centimes (859.555,50 €) à neuf cent trois mille trente-trois euros et soixante-dix centimes (903.033,70 €) ;

Par une décision en date du 10 juillet 2019, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de huit mille six cent quatre-vingt-quinze euros et soixante centimes (8.695,60 €) par émission de quatre-vingt-six mille neuf cent cinquante-six (86.956) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de neuf cent trois mille trente-trois euros et soixante-dix centimes (903.033,70 €) à neuf cent onze mille sept cent vingt-neuf euros et trente centimes (911.729,30 €) ;

Par une décision en date du 10 juillet 2019, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions de l'Assemblée des associés en date du 6 novembre 2018, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de mille sept cent trente-neuf euros et dix centimes (1.739,10 €) par émission de dix-sept mille trois cent quatre-vingt-onze (17.391) actions nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital social de à neuf cent onze mille sept cent vingt-neuf euros et trente

centimes (911.729,30 €) à neuf cent treize mille quatre cent soixante-huit euros et quarante centimes (913.468,40 €).

Par une décision en date du 16 juin 2022, le Président a, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décisions des associés en date du 16 juin 2022, constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de sept-cent trente mille quatre cent trente-trois (730.433) actions ordinaires nouvelles de dix centime (0,10 €) de nominal chacune, libérées en totalité en espèces lors de la souscription, ayant porté le capital de neuf cent treize mille quatre cent soixante-huit euros et quarante centimes (913.468,40 €) à neuf cent quatre-vingt-six mille cinq cent onze euros et soixante-dix centimes (986.511,70 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à neuf cent quatre-vingt-six mille cinq cent onze euros et soixante-dix centimes (986.511,70 €).

Il est divisé en neuf million huit cent soixante-cinq mille cent dix-sept (9.865.117) actions de dix centimes d'euros (0,10 €) chacune, toutes de même catégorie, intégralement souscrites et libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Sous réserve des éventuelles dispositions contractuelles applicables entre les associés de la Société et des dispositions de l'article 12, les actions sont librement négociables. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de trois mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 – RESTRICTION A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES TITRES

Sous réserve d'éventuelles dispositions contractuelles convenues entre les associés de la Société, les associés de la Société ne peuvent procéder à aucune cession d'actions de la Société jusqu'au 7 juin 2021.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est administrée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés dans les conditions de majorité prévues à l'article 19 des statuts, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président pour juste motif.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou es associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 17 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 18 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- inaliénabilité des actions,
- augmentation des engagements des associés,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du président.

19.1 Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

19.2 Assemblées générales

Les assemblées générales sont convoquées par le Président. Toutefois un associé disposant de plus de 15% du capital peut demander la convocation d'une assemblée. Le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence. .

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

19.3 Règles de quorum et de majorité

La collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés ou exprimant leur vote à distance rassemblent au moins 66 % des actions ayant le droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives concernant la révocation du Président ou extraordinaires entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Les autres décisions seront prises par un ou plusieurs associés à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

19.4 Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

19.5 Droit d'information des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés dix (10) jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de l'année suivante.

Le premier exercice commence le 4 Mars 2016 et se termine le 31 décembre 2017.

ARTICLE 21 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 22 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés détermine la part attribuée à chacun des associés.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 24 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.